

Ordered that the same do lie on the table.

The Senate adjourned at 4.30 p. m. until Monday next.

THE SENATE.

Ottawa, Monday Jan. 21st, 1884.

The SPEAKER took the Chair at Three o'clock.

Prayers and routine proceedings.

ADDRESS IN ANSWER TO THE SPEECH FROM THE THRONE.

Hon. M. LACOSTE—Ce n'est pas sans hésitation que je me lève pour proposer l'adresse en réponse au discours du trône.

Habitué au langage du Palais, je crains que ma voix ne soit trop peu exercée pour traiter comme il convient devant cette Chambre les grandes questions qui intéressent si vivement le pays.

Toutefois, appelé à siéger au milieu de vous, c'eût été, il me semble, mal comprendre mon devoir que de refuser l'honneur qui m'était offert, que de fuir la responsabilité qui m'incombe d'être l'écho de cette Chambre dans l'appréciation qu'elle fait de la politique du Gouvernement telle qu'annoncée par Son Excellence.

Comme toute législation doit répondre à un besoin qui se fait sentir dans la nation, il est tout naturel que la plupart des mesures annoncées par Son Excellence aient trait à la consolidation et à l'affermissement de la Confédération qui a été conçue et réalisée pour faire de nous un grand peuple.

Unir des pays séparés par des distances interminables, par des déserts, pour ainsi dire, sans fin, dans le but d'en faire une seule et même nation, eût semblé une utopie à des peuples plus riches et plus forts que nous.

Pendant une population de quatre millions a entrepris cette grande oeuvre et pour cela s'est imposé des sacrifices immenses qui méritent l'admiration de l'univers.

Pour sa propre défense contre toute

invasion armée, sans but de spéculation, sachant bien que, pendant un certain nombre d'années, ce serait un fardeau pour lui, le pays a construit le chemin de fer Intercolonial. Aujourd'hui il commence à recueillir le fruit de ce sacrifice. Le chemin n'est plus une charge pour l'Etat, grâce au développement de l'industrie et à l'augmentation du trafic et aussi à la bonne administration du Gouvernement.

Mais la grande entreprise que nous avions à faire pour assurer l'union des Provinces et l'unité de la confédération, c'était la construction d'un chemin de fer reliant l'océan Pacifique à l'océan Atlantique : la distance est immense ; il fallait traverser des déserts, tailler dans le roc des montagnes.

Beaucoup criaient à la folie, que nous ne pourrions réaliser un projet aussi absurde, que les ressources de la nation étaient insuffisantes. Cependant, ce qui était un projet, il y a quelques années, est aujourd'hui, pour ainsi dire, une réalité. Il s'est trouvé des hommes sérieux, et non pas des prête-noms, il s'est trouvé des capitalistes puissants qui se sont chargés de la construction de ce chemin.

Sans doute que les entrepreneurs du chemin du Pacifique, en acceptant le contrat, pensaient y trouver leur intérêt, mais il faut avouer tout de même qu'il leur fallait une forte dose de courage, d'énergie, de sagacité pour risquer leur fortune dans une entreprise aussi colossale, dont il était si difficile de prévoir les résultats au point de vue financier.

Tandis que, dans les chambres, ici, on accusait le Gouvernement de leur donner trop d'aide, des hommes de la finance dépréciaient leurs actions sur les marchés monétaires. Les compagnies rivales, comprenant la terrible concurrence que le Pacifique canadien leur ferait, l'avantage de pouvoir communiquer d'un océan à l'autre sur un seul et même chemin de fer, sans avoir besoin de compagnies étrangères, sans être tenu de faire avec elles de ces arrangements qui absorbent les profits et font hausser les prix de transport, comprenant le grand avantage d'avoir une seule et même administration d'un bout du chemin à l'autre, les compagnies rivales, dis-je, firent une lutte acharnée.

Nonobstant cette lutte, la compagnie du Pacifique a avancé la construction avec